

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

entre

La ville de Landerneau, représentée par Patrick LECLERC, maire, habilité par délibération du 2 juillet 2021,

d'une part

et

La Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas représentée par son Président, habilité par délibération du 24 juin 2021, d'autre part

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas met à disposition de la ville de Landerneau des agents titulaires du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des APS pour exercer des missions :

- d'accueil du 18 janvier au 30 mai,
- de coordination du centre de vaccination de son ouverture le 18 janvier au 30 septembre, renouvelable par avenant ne nécessitant pas de nouvelle délibération dans la limite d'une durée de 12 mois maximum.

Les missions de coordination sont les suivantes :

- S'assurer du nombre suffisant de doses pour la programmation quotidienne de vaccins,
- S'assurer que le matériel médical est suffisant pour la journée,
- Gérer les aspects logistiques de l'accueil des patients, des différents personnels intervenants,
- Gérer la programmation des RDV, le rappel des cas particuliers,
- Gérer le planning des soignants, et la signature des contrats

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de cet agent mis à disposition est organisé par la mairie de Landerneau, pour les missions définies ci-dessus.

L'employeur d'origine sera tenu informé des dates de congés annuels, et destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc...

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf CMO, congé de formation, actions relevant du DIF, discipline, etc ...) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis de l'organisme d'accueil.

Article 3 : Rémunération

La Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas versera à cet agent la rémunération correspondant à son grade d'origine, (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Les indemnités liées au remboursement des frais sont versées par l'organisme d'accueil.

Article 4 : Remboursement de la rémunération

La ville de Landerneau rembourse à la Communauté de Landerneau-Daoulas le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à cet agent mis à disposition en fonction du nombre d'heures réellement effectuées, et les frais connexes liés à son emploi. Les titres de recettes seront émis par la CCPLD.

Article 5 : Contrôle et évaluation de l'activité

L'agent étant annualisé dans sa collectivité le contrôle des heures, la gestion du planning et des congés restent du ressort de la Communauté en relation avec la mairie de Landerneau.

Article 6 : Congés pour indisponibilité physique

L'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés de maladie ordinaire et en informe la collectivité d'origine.

Les décisions relatives aux autres congés prévus aux 3° à 11° de l'article 57 relèvent de l'employeur d'origine.

La CCPLD verse les prestations servies en cas d'indisponibilité physique, et supporte seule la charge de la rémunération versée en cas d'accident de service, de maladie professionnelle et l'allocation temporaire d'invalidité.

L'organisme d'accueil rembourse les charges liées au maintien de la rémunération en maladie ordinaire.

S'il y a pluralité d'organismes d'accueil, la prise en charge s'opère au prorata du temps alloué à chacun.

Article 7 : Formation

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent mis à disposition.

L'administration d'origine prend les décisions relatives au bénéfice du droit individuel à la formation (*DIF*), après avis de la collectivité d'accueil.

L'organisme d'accueil rembourse les charges liées à la rémunération de l'indemnité forfaitaire et de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du droit individuel à la formation (*DIF*).

Article 8 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à l'initiative de l'administration d'origine, de l'organisme d'accueil ou de l'agent moyennant un préavis de 1 mois.

Article 9 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de Rennes.

Article 10 : La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour l'agent. Elle est transmise au fonctionnaire avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord.

Fait à Landerneau, Le
Pour la ville de Landerneau,
Pour le Maire,
L'adjoint délégué,
Frédéric KERLAN

Fait à Landerneau , Le
Pour la CCPLD,
Pour le Président,
Le Vice-Président délégué
Bernard GOALEC